

Rapport Bank Al-Maghrib

Fonctionnaires: 43% de hausse des salaires depuis le DVD!

• Leur revenu moyen représente 4 fois le PIB par habitant

• Pourtant, Benkirane a promis une rationalisation des dépenses

LE wali de Bank Al-Maghrib (BAM) vient de présenter son rapport annuel devant le Souverain. Et c'est là l'un des rapports les plus critiques du mandat de Jouahri. Le premier constat est plutôt rassurant: «2013 a été marquée par une sensible atténuation des déficits jumeaux et une amélioration de 2,7% à 4,4% de la croissance». Le déficit du compte courant a enregistré en 2013 une baisse de 2,2 points à 7,6% du PIB. Cette évolution traduit une atténuation du déficit de la balance commerciale de 2 points de PIB à 22,4%. Elle est surtout portée par une amélioration des transferts grâce en particulier aux entrées de dons publics! Les exportations ont enregistré une progression de 8% soutenue par le dynamisme des métiers mondiaux du Maroc, notamment l'automobile.

Salaires du secteur public entre 2009 et 2011		
	Masse salariale publique en % du PIB	Salaire moyen public au PIB par habitant
Maroc	13,0	3,9
Egypte	7,2	1,0
Hongrie	5,6	0,6
Pérou	3,0	0,7
Afrique du Sud	4,5	1,1
Philippines	5,2	1,6
Roumanie	6,0	1,0
Chili	4,1	1,0
Espagne	2,5	1,0
France	9,7	1,2

Sources: Calculs BAM, sur la base des données de l'Organisation internationale du travail et World Developments Indicators de la Banque mondiale

En dépit de l'opération de départs volontaires (DVD) de 2005, la masse salariale dans le public a fortement augmenté. Et c'est l'un des niveaux les plus élevés de la région

bile. Toutefois, ces ajustements des agrégats cachent bien des problèmes. L'activité minière, le BTP et l'industrie manufacturière sont en baisse de régime. Ce sont ceux-là mêmes qui sont porteurs de valeur ajoutée. Aussi, l'investissement a marqué une légère

baisse pour la deuxième année consécutive, principalement à cause de la réduction des dépenses d'équipement du Trésor. Par contre, là où l'hémorragie devient de moins en moins incontrôlable, c'est au niveau de la masse salariale. Selon Jouahri, «elle demeure l'une des sources importantes de vulnérabilité budgétaire». Rapporté au PIB, son poids était 11,3% en 2013. C'est là l'un des taux les plus élevés de la région! Pourtant, l'une des

priorités annoncées du gouvernement Benkirane était la rationalisation des dépenses de l'administration publique. Un vœu pieux. Pour appuyer son raisonnement, BAM procède à un véritable retour en arrière. Ainsi,

l'effectif des fonctionnaires a augmenté de 9,2% et les dépenses du personnel se sont accrues de 56,2% entre 2006 et 2013 et ce, malgré l'opération de départs volontaires (DVD) de 2005. En conséquence, le salaire moyen des fonctionnaires a augmenté sur la même période de 43,1%, soit 5,3% annuellement. Le salaire brut mensuel moyen des fonctionnaires est passé de 5.303 DH en 2003 à 9.182 en 2013. Le rapport ne précise pas la fourchette des salaires!

Très peu de professions ont pu bénéficier d'une telle augmentation. Aujourd'hui, le revenu moyen du fonctionnaire marocain représente 4 fois le PIB par habitant. Un niveau largement supérieur à celui observé de par le monde, en particulier au niveau des pays à revenu moyen où ce ratio se situe à 1,4. Les fonctionnaires marocains sont 2,85 mieux payés que leurs homologues des pays émergents. □

Ilham BOUMNADE



Une agence pour évaluer les stratégies sectorielles



- Régionalisation, retraites, climat des affaires,... allons plus vite !

- Boulets de la compétitivité: la formation et la faiblesse de la R&D

«**L** faut mettre plus de vitesse dans la mise en œuvre des stratégies sectorielles, et plus globalement des réformes». A son ordonnance récurrente au gouvernement, Bank Al-Maghrib émet une proposition-choc dans son rapport annuel présenté avant-hier au Roi: la création d'une agence indépendante d'évaluation. «Les résultats largement différenciés des stratégies sectorielles soulèvent des questions à la fois sur le degré de leur cohérence et sur les conditions de leur élaboration et de leur mise en œuvre», relève la banque centrale. A bien

des égards et indépendamment des spécificités de secteurs, ces stratégies ont péché par des objectifs pas assez réalistes. La mobilisation des moyens nécessaires (sous-entendez, les modalités de financement et

ou largement débattus doivent trouver leur chemin vers la mise en œuvre, insiste BAM. L'urgence parmi les urgences est la réforme des régimes de retraite. Dans une interview à L'Economiste (voir notre

1 salarié sur 2 dans l'industrie est sans diplôme

EN dépit de son amélioration continue au cours des dernières années, la qualification de la main-d'œuvre au Maroc reste globalement faible. Les non-diplômés constituent près des deux tiers de cette population, alors que ceux ayant un diplôme de niveau moyen en représentent 25,5% et les détenteurs d'un diplôme de niveau supérieur, 11,3%. Au niveau sectoriel, les non-diplômés représentent 85,8% de l'emploi agricole, 64,5% des effectifs du BTP, 56,4% de ceux du commerce et 52,8% dans l'industrie. Les diplômés sont concentrés dans l'administration avec une proportion de 23,3% qui détient un diplôme de niveau

pas seulement l'estimation des ressources), la concertation et l'évaluation créeraient des conditions à même de maximiser les chances de réussite.

Pour consolider l'amélioration de notre risque-pays et l'attractivité auprès des investisseurs internationaux, il faudra aller plus vite dans la concrétisation des réformes. Plusieurs projets déjà finalisés

(édition du 25 juin 2014), le ministre des Finances, Mohamed Boussaid, s'inquiétait du risque que fait peser le statu quo actuel sur le budget. Dès l'année prochaine, les pensions de retraite des agents civils de l'Etat ne seront payées qu'en puisant dans les réserves.

Bank Al-Maghrib relève également le retard pris sur les chantiers de régionalisation avancée «qui devrait donner un contenu concret à la démocratie locale et participative, et celui de la justice », des leviers importants pour renforcer l'Etat de droit et améliorer le climat des affaires, « un domaine dans lequel notre pays, malgré quelques avancées, reste largement de avancé, ce qui ne manque pas d'impacter négativement sa compétitivité», rappelle la banque centrale.

Deux autres boulets plombent la compétitivité de l'économie: le faible niveau

de développement de la recherche scientifique, de l'innovation technologique et la qualité du système de formation et d'éducation. Malgré des avancées quantitatives dans l'enseignement fondamental, les taux de déperdition restent élevés et les taux de scolarisation faibles au secondaire et au supérieur. Ces indicateurs se situent à des niveaux inférieurs par rapport à des pays moins avancés. Exemple: la durée moyenne de scolarisation s'élève à 4,4 années au Maroc contre 4,7 en Afrique subsaharienne et 6 dans les pays arabes.

Sur le même volet, le système de formation professionnelle a souvent tendance à confondre quantité et qualité. Bank Al-Maghrib n'est pas la seule à le dire. Dans le tourisme où le potentiel d'emplois est considérable, les professionnels arrivent au même constat: la plupart des jeunes sortis des instituts de l'hôtellerie de l'OFPPPT ne sont pas opérationnels, et ne maîtrisent pas le b.a.-ba du métier. L'implication des fédérations professionnelles qui a débouché sur la définition des programmes et la cogestion des instituts spécialisés est une importante avancée. Elle devrait améliorer l'intégration de jeunes issus de la formation professionnelle sur le marché de l'emploi. Dans l'ensemble, le niveau élevé du chômage des jeunes diplômés du réseau OFPPPT interpelle sur la qualité de la formation dispensée et sur son adéquation aux besoins du marché du travail. □

A.S.